



11. Juni 1990

1224

République de Tanzanie - Accord de rééchelonnement de dettes

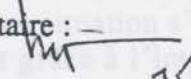
Vu la proposition du DFEP du 29 mai 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. Le projet d'accord et de protocole concernant le rééchelonnement de dettes tanzaniennes est approuvé au sens d'instructions pour les négociations. Le taux d'intérêt afférent au montant à consolider sera fixé conformément aux conditions du marché du moment réduit de 3,5 points de pourcentage ou de 50% si 50% sont inférieurs à 3,5 points de pourcentage.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures est chargé de mener les négociations avec la République de Tanzanie concernant l'octroi de ce rééchelonnement de dettes.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures ou l'Ambassadeur de Suisse à Dar-es-Salaam est chargé de signer l'accord et le protocole.
4. La Chancellerie fédérale est chargée, le moment venu, d'établir les pouvoirs nécessaires à la signature de l'accord et du protocole.

Pour extrait conforme,

Le Secrétaire : 

Protokollauszug an:

ohne / mit Beilage

z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	8	-
		EDI		
		EJPD		
		EMD		
	X	EFD	7	-
X		EVD	15	-
		EVED		
	X	BK	1	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Berne, le 29 mai 1990

AU CONSEIL FEDERAL

République de Tanzanie - Rééchelonnement de dettes

Le 16 mars 1990, la Tanzanie passait pour la troisième fois devant le Club de Paris pour le rééchelonnement de sa dette extérieure. C'est la seconde fois qu'elle bénéficie des conditions concessionnelles de Toronto. Cependant, les arriérés de paiement dus au titre de la dernière consolidation qui avait déjà bénéficié d'un taux d'intérêt réduit devront être servis au taux d'intérêt du marché.

Le montant global rééchelonné s'élève à 300 millions de US\$ et les pays créanciers étaient au nombre de quinze. La Suisse, avec un montant de 2,2 millions de Frs. occupe une place modeste - la onzième - parmi les créanciers.

1. Situation économique

Avec un PNB par habitant de 160 US\$ en 1988 qui a décliné de 1,3% depuis 1980, la Tanzanie compte parmi les pays les plus pauvres. Cependant sa situation s'est améliorée depuis l'introduction des réformes économiques en 1986 et grâce à l'importante aide internationale reçue. En 1988, son produit intérieur brut a augmenté de 4,1% grâce surtout au secteur industriel dont la croissance a été de 5,4% et au secteur agricole qui a augmenté de 4,5%. Ces résultats favorables sont imputables à une meilleure allocation des devises, à un meilleur approvisionnement en pièces de rechanges suite à la libéralisation des importations et aux conditions climatiques favorables. Le déficit budgétaire reste important: 8,3% du PIB. Le budget est financé à 30% par des donateurs d'aide étrangers. Le manque de devises et la dette extérieure élevée restent les principaux soucis des autorités tanzaniennes. Les réserves en devises atteignent un mois d'importations à peine. La dette extérieure est estimée à plus de 5 milliards de US\$ à fin 1989 et le service de la dette atteint 94% des recettes d'exportation avant rééchelonnement. Le déficit de la balance des paiements de 240 millions de US\$ n'a pu être comblé que par l'accumulation d'arriérés de paiement de la dette.

La Tanzanie se trouve dans la troisième année d'une facilité d'ajustement structurel d'un montant de 21,4 millions de DTS. Le troisième accord annuel a été approuvé par le Fonds monétaire le 16 février 1990 et dure jusqu'au 15 février 1991. Le programme vise surtout le maintien de la croissance, une politique de prix flexible, la réduction du déficit budgétaire et une amélioration de la commercialisation agricole. En 1988, la Banque mondiale accorda à la Tanzanie un crédit de 195 millions de US\$ pour le secteur du commerce et de l'industrie ainsi que divers crédits de projet. Un prêt de 200 millions de US\$ destiné au secteur agricole est en préparation. Lors de la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale à Paris en décembre 1989, les bailleurs de fonds bilatéraux ont annoncé des contributions totalisant près de 600 millions de US\$. La Suisse a accordé une aide à la balance des paiements bilatérale de 10 millions de Frs. en 1988 rallongée de 4,7 millions de Frs sous forme de STABEX, fonds pour la compensation des pertes de recettes à l'exportation. Une nouvelle aide est en préparation. En outre, la Tanzanie est un pays de concentration de la DDA qui lui a accordé des aides pour des montants non-négligeables.

2. Procès-verbal agréé et accord bilatéral

Le procès-verbal agréé signé à Paris entre pays créanciers et la République de Tanzanie le 16 mars 1990 sert de base à l'accord bilatéral à conclure maintenant et dont le projet se trouve en annexe. Celui-ci est conçu comme suit :

- Les dettes consolidées sont les crédits commerciaux (capital et intérêts) garantis par la GRE conclus avant le 30 juin 1986 arriérés au 31.12.89 et venant à échéance entre le 1.1.90 et le 31.12.90 précédemment consolidés. (Article premier)
- Les montants sont consolidés à 100%. Le remboursement s'effectuera selon l'échéancier prévu par le procès-verbal agréé (sur 14 ans dont 8 ans de grâce). (Article 2)
- Les paiements s'effectuent en francs suisses librement convertibles et le pays débiteur renonce à tout droit de compensation. (Article 3)
- Le taux d'intérêt sera concessionnel. Il correspondra au taux du marché (actuellement 8,25%, réduit de 3,5 points de pourcentage, soit 4,75%). Il sera négocié bilatéralement. (Article 4)
- 20% des arriérés et 100% des échéances dues au titre de la précédente consolidation sont remboursables en cinq ans au taux d'intérêt du marché. (Article 5)
- Un intérêt de retard sera perçu sur les retards de paiement. (Article 6)
- Une date limite est fixée pour le paiement des échéances dues et non couvertes par l'accord bilatéral. (Article 7)
- La Suisse bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée. (Article 8)

- L'accord entre en vigueur à la date de sa signature. L'avantage de cette procédure est d'accélérer la mise en oeuvre et l'exécution de l'accord. (Article 9)

Le texte précité ne devrait pas subir de modifications majeures. Dans le cas contraire, une nouvelle proposition serait soumise au Conseil fédéral.

3. Conséquences financières pour la Suisse

Selon un rapport approuvé le 14 janvier 1981 (ACF du même jour non publié), le Conseil fédéral a décidé de renoncer, en règle générale, à engager des fonds de la Confédération pour des opérations de rééchelonnement de dettes. La consolidation de dettes tanzaniennes se fera ainsi sous forme d'un report d'échéances.

Selon une première estimation, les créances tombant sous la consolidation envisagée s'élèvent à 2,2 millions de Frs. Il s'agit uniquement d'échéances déjà consolidées. Les exportateurs ont déjà été indemnisés par la GRE.

4. Base légale

Par arrêté fédéral du 20 juin 1980 concernant la conclusion d'accords relatifs à des consolidations de dettes (RS 946.240-9), le Conseil fédéral est autorisé à conclure des accords de consolidation de dettes.

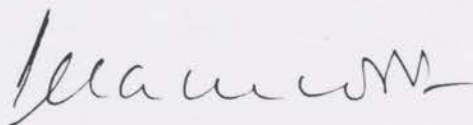
5. Procédure de consultation

Les services compétents du Département fédéral des affaires étrangères et l'Administration fédérale des finances sont d'accord avec cette proposition.

6. Proposition

Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



Annexes :

- 1 projet d'accord
- 1 projet de Décision du Conseil fédéral

Va pour co-rapport à :

- DFAE
- DFF

Extrait du procès-verbal à :

- DFEP (SG 5, OFAEE 10)
- DFAE
- DFF
- Chancellerie fédérale, pour exécution

Agreement

between

République de Tanzanie - Accord de rééchelonnement de dettes

the Government of the Swiss Confederation

Vu la proposition du DFEP du 29 mai 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. Le projet d'accord et de protocole concernant le rééchelonnement de dettes tanzaniennes est approuvé au sens d'instructions pour les négociations. Le taux d'intérêt afférent au montant à consolider sera fixé conformément aux conditions du marché du moment réduit de 3,5 points de pourcentage ou de 50% si 50% sont inférieurs à 3,5 points de pourcentage.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures est chargé de mener les négociations avec la République de Tanzanie concernant l'octroi de ce rééchelonnement de dettes.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures ou l'Ambassadeur de Suisse à Dar-es-Salaam est chargé de signer l'accord et le protocole.
4. La Chancellerie fédérale est chargée, le moment venu, d'établir les pouvoirs nécessaires à la signature de l'accord et du protocole.

Pour extrait conforme,

Le Secrétaire :

Article 1

1. The present Agreement shall apply to the following Tanzanian debts resulting from commercial credits guaranteed by the Swiss Confederation and having been the subject of a contract concluded before June 30, 1988:

Draft

Agreement

between

the Government of the Swiss Confederation

and the Government of the United Republic of Tanzania

on the rescheduling of Tanzanian debts

The Government of the Swiss Confederation

and

the Government of the United Republic of Tanzania,

in endeavour to act in accordance with the recommendations of the Agreed Minute signed in Paris on March 16, 1990, between representatives of certain creditor countries, among which Switzerland, and representatives of the Government of the United Republic of Tanzania,

have agreed on the following provisions:

Article 1

1. The present Agreement shall apply to the following Tanzanian debts resulting from commercial credits guaranteed by the Swiss Confederation and having been the subject of a contract concluded before June 30, 1986:

- a. amounts of principal and interest (including late interest) due as at December 31, 1989 inclusive and not paid, resulting from the bilateral rescheduling agreement concluded on March 13, 1987.
 - b. amounts of principal and interest (excluding late interest) due from January 1, 1990 up to December 31, 1990, inclusive and not paid, resulting from the bilateral rescheduling agreement concluded on March 13, 1987.
2. The total amount of the maturities specified in paragraph 1 of this Article shall not exceed the amount of Swiss Francs.

Article 2

The Tanzanian debts specified in Article 1 of this Agreement shall be paid as follows:

- a. with regard to arrears as at December 31, 1989:
100% in 12 equal and successive semi-annual payments, the first falling due on December 31, 1997, and the final payment on June 30, 2003.
- b. with regard to amounts due from January 1, 1990, up to December 31, 1990 and not paid:
100% in 12 equal and successive semi-annual payments, the first falling due on December 31, 1998, and the final payment on June 30, 2004.

Article 3

The payment foreseen in this Agreement shall be made by the Bank of Tanzania in freely convertible Swiss Francs to a Swiss Bank which is to be specified.

The Tanzanian Government renounces any rights of compensation for amounts due under the present Agreement. It agrees to meet all obligations on time under this Agreement, independently of any objections it may have as to the contracts of delivery between Swiss creditors and the Tanzanian debtors.

Article 4

The Government of the United Republic of Tanzania shall pay interest on the outstanding amount. This interest shall be calculated half-yearly on the individual amounts from each contractual maturity date up to the date of the payment of these debts. This interest shall be paid on June 30 and December 31 of each year, the first time on to the Swiss bank which is to be specified.

The rate of interest shall be% per year, which is the market rate of% reduced by 3.5 percentage points.

Article 5

- a. 20% of interest accrued as at December 31, 1989, inclusive and not paid, and 100% of the amounts of interest due from January 1, 1990, up to December 31, 1990, inclusive and not paid resulting from the bilateral rescheduling agreement concluded on April 11, 1989, shall be paid by the Tanzanian Government as follows:

in 5 equal and successive annual payments, the first falling due on June 30, 1991, and the final payment on June 30, 1995.

- b. Interest at the rate of ...%, which is the market rate, will be charged on those amounts.

Article 6

In case of delayed payment of each maturity foreseen in Articles 2, 4 and 5 of the present Agreement, delay interest shall be paid by the Tanzanian Government at the rate of% per year for the period falling between the due maturity date and the actual payment date.

This interest shall be paid at the shortest possible notice to the Swiss bank which is to be specified.

Article 7

The Government of the United Republic of Tanzania undertakes to pay as soon as possible, and in any case not later than May 31, 1990, all debts guaranteed by the Swiss Confederation due and not paid, and not covered by this Agreement.

Article 8

The Government of the United Republic of Tanzania shall undertake:

- a. to grant Switzerland a treatment not less favourable than that granted to any other creditor country for the consolidation or rescheduling of debts at comparable terms;
- b. to inform the Chairman of the Paris Club of the provisions of any debt consolidation or rescheduling agreement it might conclude, as mentioned in paragraph a. of this Article.

Article 9

The present Agreement shall enter into force on the date of its signature by the two Governments.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries, duly authorized, have signed the present Agreement.

Done in two originals in in English. *(S)*

Pursuant to the Agreement concluded between the Government of the Swiss Confederation and the Government of the United Republic of Tanzania on the rescheduling of Tanzanian debts, on _____

**For the Government
of the Swiss Confederation:**

**For the Government
of the United Republic of Tanzania:**

The Governments of the Swiss Confederation and the Government of the United Republic of Tanzania have agreed to the following complementary provisions to the rescheduling Agreement of Tanzanian debts concluded on _____

1. The attached three lists are authoritative for Swiss claims resulting from Tanzanian debts which are the subject of consolidation. These lists are an integral part of the present Agreement. They can be subject to modification by mutual agreement (for example after order cancellations, price modifications or fact declarations).
2. The bank to be specified as Banker in Article 3 of the Agreement is the following: Union Bank of Switzerland, P.O.Box, 8021 Zurich.
3. Any divergence as to the implementation of the Agreement shall be settled as soon as possible between the Bank of Tanzania and the Union Bank of Switzerland, Zurich, if necessary with the assistance of the Federal Office for Foreign Economic Affairs in Bern.
4. The relevant addresses concerned with the implementation of the Agreement to which this Protocol refers are the following:

Confidential

Protocol

Pursuant to the Agreement concluded between the Government of the Swiss Confederation and the Government of the United Republic of Tanzania on the rescheduling of Tanzanian debts, on

The Government of the Swiss Confederation and the Government of the United Republic of Tanzania have agreed to the following complementary provisions to the rescheduling Agreement of Tanzanian debts concluded on

1. The enclosed three lists are authoritative for Swiss claims resulting from Tanzanian debts which are the subject of consolidation. These lists are an integral part of the present Agreement. They can be subject to modification by mutual agreement (for example after order cancellations, price modifications or later declarations).
2. The bank to be specified as foreseen in Article 3 of the Agreement is the following:
Union Bank of Switzerland, P.O.Box, 8021 Zurich.
3. Any divergence as to the implementation of the Agreement shall be settled as soon as possible between the Bank of Tanzania and the Union Bank of Switzerland, Zurich, if necessary with the assistance of the Federal Office for Foreign Economic Affairs in Berne.
4. The relevant addresses concerned with the implementation of the Agreement to which this Protocol refers are the following:

On the Swiss side:

Federal Office for Foreign Economic Affairs
of the Federal Department of Public Economy
3003 Berne

Telex: 911 340 EDA CH for OFAEE

Export Risk Guarantee Office
P.O. Box
8032 Zürich

Telephone: 01/ 384 47 77
Telex: 816 519 vsm ch
Fax: 01/ 384 47 87

Union Bank of Switzerland
Export Financing Department
P.O. Box
8021 Zürich

Telephone: 01/ 234 11 11
Telex: 813 811 UB CH

On the Tanzanian side:

The Ministry of Finance
P.O. Box 9111
Dar-es-Salaam

Telephone: 21271-9
Telex: 41329 FINANCE
Fax: 38573

Bank of Tanzania
P.O. Box 2939
Dar-es-Salaam

Telephone: 21291-9
Telex: 41024

For the Government
of the Swiss Confederation:

For the Government
of the United Republic of Tanzania:

Genehmigung der Änderung der Verordnung über die Pflichtlagerhaltung von Futtermitteln, Mahlkaffee, Mahlgerste und Esenais

Aufgrund des Antrages des EVD vom 29. Mai 1990

Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen:

1. Die Änderung der Verordnung über Pflichtlagerhaltung von Futtermitteln, Mahlkaffee, Mahlgerste und Esenais wird gutgeheissen und tritt am 1. Juli 1990 in Kraft.
2. Das EVD wird beauftragt, dem Bundesrat bis Ende März 1991 über die Pflichtlagerpolitik und allenfalls zu treffende Massnahmen, Bericht zu erstatten.

für getreuen Auszug,
der Protokollführer:
[Signature]

Veröffentlichung:
keine

Protokollführung an:

Nr.	IKK	Dep.	Nr.	Aktion
		SDA		
		EDS		
	X	EPO	5	-
		EHE		
	X	EFD	2	-
		EVD	10	X
		EVED		
		SE		
	X	EFG		-
	X	Fin/Def		-